

Certification Lefebvre Dalloz

Code
1983

Durée
13 jours

Tarif Inter*
10 325 € HT

*Repas inclus (en présentiel)

PUBLIC

Directeurs juridiques – Responsables juridiques – Juristes – DAF – Responsables administratifs et financiers – Avocats – notaires – Experts-comptables

PRÉ-REQUIS

Avoir une connaissance des bases en droit des sociétés et notamment du secrétariat juridique au travers de son expérience professionnelle ou avoir suivi la formation :

🔗 [Secrétariat juridique des sociétés commerciales \(niveau 1\) \(514045\)](#)

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

Le parcours fera l'objet d'une évaluation des compétences suivant les modalités suivantes : QCM écrit suivi d'un examen oral – d'une durée de 30 minutes – réalisé exclusivement en distanciel et portant sur un sujet aléatoire traité dans le cadre dudit parcours. Cette évaluation est la garantie de la qualité et de l'efficacité du transfert de compétences durant le parcours. En présentiel ou distanciel, en synchrone ou asynchrone, pendant ou à l'issue du parcours, la réussite de l'évaluation donnera lieu à un certificat «Lefebvre Dalloz».

Objectifs pédagogiques

- Structurer la gouvernance des sociétés
- Recourir aux pactes d'actionnaires
- Réaliser la transmission des titres en intégrant les garanties nécessaires
- Analyser les aspects juridiques et fiscaux des réductions et augmentation de capital
- Choisir l'opération de restructuration adéquate (M&A)
- Identifier les risques juridiques et fiscaux du groupe de sociétés

Programme de la formation

Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur recevra vos objectifs de progrès. Auto-évaluez vos compétences pour suivre vos progrès à l'issue de votre formation.
Droit des sociétés (niveau 3) (2 jours)

Examiner la gouvernance des sociétés

Déterminer les conditions de nomination et de révocation des dirigeants

- Notion de dirigeant social : définition, distinction avec des notions voisines, pouvoirs du dirigeant et limitations
- Qualités requises : nature du dirigeant, capacité, qualifications, conditions négatives
- Nomination du dirigeant : mode de désignation, nombre, durée du mandat, limite d'âge, représentation équilibrée, cumul
- Révocation du dirigeant : révocations « ad nutum » et sur juste motif, révocation judiciaire
- Cas pratique : lister les critères requis pour être dirigeant

Identifier le statut social et fiscal des dirigeants

- Rémunération du dirigeant : mandat non rémunéré, modes de rémunération, fixation

ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : src-formation@lefebvre-dalloz.fr

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

- Statut social et fiscal du dirigeant : impact de la fiscalité de la société et de la qualité d'associé
- Cumul avec un contrat de travail : conditions et interdictions
- QCM : vérifier la rémunération du dirigeant

Cerner les responsabilités des dirigeants

- Responsabilité pénale
- Responsabilité civile envers la société et ses associés
- Responsabilité civile envers les tiers
- Étude de cas : mise en cause de la responsabilité du dirigeant

Optimiser la gouvernance

- Choix des structures pertinentes de gouvernance
- Evaluer la gouvernance
- Rendre des comptes sur la gouvernance
- Cas pratique : quelle gouvernance à mettre en place ?

Analyser les cessions de droits sociaux et les garanties de passif (GAP)

Examiner le régime juridique des cessions de droits sociaux

- Éléments caractéristiques : définition, distinction avec d'autres modes de transmission d'une entreprise, indivision et démembrement des titres, nantissement des titres
- Application du droit commun des contrats : capacité et représentation des parties, négociation, règles de preuve, avant-contrats
- Application du droit commun de la vente : détermination du prix, clause d'« earn-out », délivrance et transfert de propriété, garantie d'éviction, garantie des vices cachés
- Formalités et fiscalité de la cession : enregistrement de l'acte, déclaration, droits de mutation
- Quiz : règles applicables

Distinguer les différentes clauses encadrant la cession

- Clauses d'agrément : définition et fonctionnement, agrément légal, intérêt d'une disposition statutaire ou extrastatutaire, exception
- Autres clauses limitant la liberté de cession : clauses d'inaliénabilité, de préemption ou de préférence, «standstill», « tag along / drag along », « good leaver / bad leaver »
- Clauses d'achat et de vente forcée en cas de blocage : mécanisme de ces clauses, avantages et inconvénients
- Cas pratique : négociation de la documentation, rédaction d'une clause d'earn out

Mettre en place les garanties de passif et les garanties financières associées

- Garanties de passif : champ, portée et durée de la clause, mise en œuvre, montant indemnisable
- Garanties financières : retenue de garantie, garanties bancaires
- Étude de cas : analyser des clauses de garantie

Restructurer les sociétés

Transformer les sociétés

- Transformation des sociétés : conditions, effets et conséquences fiscales de la transformation (changement ou non de régime fiscal, la création d'une personne morale nouvelle)
- Effets sur les dirigeants, les CAC, les titres
- Transformation entre un groupement et une société ou entre une association et un groupement
- Étude de cas : les calendriers de réalisation de transformations de sociétés de formes différentes

Modifier le capital dans les sociétés anonymes

- Prise de décision d'augmentation de capital
- Prime d'émission
- Droit préférentiel de souscription
- Pourquoi décider une réduction de capital ?
- Modalités pratiques de réduction de capital
- Cas pratique : réaliser une augmentation de capital (calendrier des opérations, montant de l'augmentation de capital)

Cerner les aspects essentiels des opérations de restructuration

- Définition de la fusion
- Définition de la scission
- Définition de l'apport partiel d'actif
- Quiz : choix du mode de restructuration
- Etude de cas : sur une opération complexe combinant gouvernance, restructuration et cessions de titres
SAS : atouts, constitution et fonctionnement (2 jours)
- Quiz diagnostic : point sur vos connaissances

Analyser les conditions de création et de fonctionnement de la SAS

Identifier les atouts de la SAS

- Structure d'exploitation simple et adaptable
- Société holding adaptée aux groupes familiaux et aux groupes « non cotés »
- Filiale idéale dans un groupe fiscalement intégré
- Instrument de collaboration entre entreprises
- Outil de transmission souple et maniable
- Quiz : pourquoi constituer une SAS ?

Constituer une SAS

- Création de l'entreprise : le choix d'une structure adaptée au projet comme au profil de l'entrepreneur



- Clauses statutaires : objet social, capital social et pièges de la variabilité du capital, actions de préférence...
- Transformation en SAS : les difficultés liées à l'exigence d'une décision unanime et leurs solutions
- Simplification des formalités

Examiner le fonctionnement de la SAS

- Piège des statuts types
- Utilité d'un pacte d'actionnaires et son articulation avec les statuts
- Focus sur certaines clauses sensibles : préemption, sortie conjointe, sortie forcée (drag along, tag along, shotgun), ...
- Modalités de résolution des conflits entre associés
- Savoir anticiper et planifier les évolutions : intégrer des clauses statutaires évolutives dès la création (exclusion, agrément, actions à droits multiples...)
- Prévoir des scénarios de sortie dans le pacte (bad leaver, good leaver, tag along...)
- Construire une stratégie d'évolution juridique alignée avec le business model
- Cas pratique : création et fonctionnement de la SAS

Structurer la direction de la SAS

Situer la direction de la SAS en fonction du projet

- Différents modes de gouvernance
- Cumul illimité des mandats

Définir le contrôle de la direction et ses limites

- Contrôle des conventions conclues avec les dirigeants dans les SAS et SASU
- Possibilité d'instituer un organe spécifique de surveillance
- Règles propres au CAC depuis la loi Pacte
- Atelier de réflexion : comment prévenir statutairement l'omnipotence du dirigeant dans une SAS filiale de groupe ?

Optimiser la gouvernance

- Choix des structures pertinentes de gouvernance
- Evaluation de la gouvernance
- Rapport sur la gouvernance
- Cas pratique : optimisation de la gouvernance et mise en œuvre

Aménager les contre-pouvoirs dans la SAS

Distinguer les droits et les obligations des associés

- Exercice du droit de vote des associés
- Droits financiers des associés
- Clauses d'inaliénabilité, d'agrément, d'exclusion

Garantir la tenue des décisions collectives

- Modalités matérielles de la consultation des actionnaires
- Aménagements possibles à la tenue physique des assemblées générales

Repérer l'exercice des contre-pouvoirs au sein des décisions collectives

- Application du principe : les dirigeants proposent et les assemblées disposent
- Tenue des assemblées : quorum, majorité, unanimité
- Contrôle interne : les comités
- Quiz : aménagement des contre-pouvoirs dans la SAS

Transformer la SAS

Réaliser une levée de fonds dans une SAS : opportunités et modalités

- Pourquoi la SAS est-elle attractive pour les investisseurs ?
- Liberté statutaire pour créer des actions de préférence
- Flexibilité dans la répartition des droits financiers et politiques
- Pas d'obligation de CAC (sous seuils)

Choisir parmi les différentes options de levée de fonds

- Apport en capital : augmentation de capital en numéraire ou en nature
- Emission d'actions de préférence : droit de vote double, dividende prioritaire, liquidité privilégiée...
- Obligations convertibles (OC, OCA, OBSAR...) : dette convertible en capital
- BSA / BSPCE : outils pour attirer les talents (startups)
- Processus juridique et formalisme
- Cas pratique : précautions à prendre dans le cadre d'une levée de fonds

Adapter la SAS : changements de forme ou d'organisation

- Transformation en une autre forme juridique (SARL, SA...) : motifs, conditions, conséquences fiscales et sociales
- Transformation d'une autre société en SAS : SARL/SAS, avantages, points d'attention
- Refonte de la gouvernance en cours de vie sociale : évolution de la direction, instauration ou suppression de contre-pouvoirs (organe de surveillance, droits spécifiques...)
- Débat : pourquoi choisir la forme sociale/SAS ?

Dissoudre ou liquider la SAS

- Dissolution volontaire anticipée ou judiciaire
- Liquidation amiable
- Fusion ou transmission universelle de patrimoine (TUP)
- Cas pratique : la SAS dans tous ses états
Pacte d'actionnaires : perfectionnement (1 jour)

Appliquer les règles de droit lors de l'élaboration du pacte d'actionnaires

Construire un pacte d'actionnaires valable

- Conditions de validité spécifique des pactes d'actionnaires
- Durée des pactes d'actionnaires
- Effets relatifs des pactes d'actionnaires
- Application de l'article 1843-4 du Code civil
- Sanction à la violation des pactes d'actionnaires
- Mise en situation : points clés du pacte d'actionnaires

Repérer les règles déterminantes

- Transmission des pactes d'actionnaires
- Un tiers non signataire peut-il être sanctionné par la violation du pacte ?
- Reconnaissance implicite des clauses abusives
- Imprévision et pactes d'actionnaires : quid du caractère d'ordre public ?
- Non-rétroactivité de la condition suspensive
- Opposabilité du pacte d'actionnaires à la société
- Obligation de confidentialité
- Promesses unilatérales
- Caducité des pactes d'actionnaires
- Débat : nouvelles problématiques en matière de pacte d'actionnaires

Inventorier les clauses sensibles

Dresser un état des lieux des clauses classiques et spécifiques

- Clauses classiques
- Clause de plafonnement des participations ou clause « anti-dilution »
- Clause de « drag along »
- Clause d'offre alternative
- Clause de priorité d'investissement
- Clause d'introduction en bourse
- Clause d'exclusivité
- Quiz : identifier le type de clause

Repérer les clauses aménageant la sortie

- Clause de non-concurrence
- Clause de sortie prioritaire
- Clause de « bad leaver »
- Clauses d'exclusion, de rachat forcé ou d'éviction
- Débat : clauses les plus fréquemment utilisées

Optimiser la rédaction des clauses

Construire des bonnes pratiques

- Importance du préambule
- Revue des points de vigilance
- Etude de cas : points d'alerte au regard de la jurisprudence récente

Établir un clausaire

- Modèles de pactes
 - Liste et modèle de clauses pertinentes en fonction du but recherché
 - Cas pratique : déceler les pièges réactionnels
- Cession de droits sociaux et GAP : perfectionnement (2 jours)

Élaborer l'opération de cession des droits sociaux

Préparer la cession des droits sociaux

- Audit de la société cible
- Consultation des salariés
- Analyse du risque concurrence
- Nature des transformations de la cible
- Choix du montage juridique et financier
- Étude de cas : cas particulier des sociétés cotées

Formaliser les négociations

- Mandats et lettres de mission
- Lettres d'intention et protocoles d'accord
- Information des salariés et sanctions encourues
- Procédure d'agrément et conséquences du refus d'agrément
- Conditions suspensives : audit, financement, etc...
- Recours du bénéficiaire en cas d'inexécution de la promesse de vente
- Cas pratique : réflexes à acquérir en matière de protocole d'accord

Réaliser la transmission des titres en intégrant les garanties d'actif et de passif

Mettre en oeuvre la cession des titres

- Validité du consentement : erreur, dol, devoir d'information du cédant
- Nature des titres cédés : communs ou indivis
- Détermination du prix des parts ou actions cédées et les critères fiscaux
- Acte de cession et garanties d'éviction et des vices cachés
- Formalités légales : enregistrement et opposabilité, déclaration à l'AMF
- Sort des contrats de travail et sort des contrats fournisseurs
- Cas pratique : techniques d'évaluation et recours à un expert

Aménager les garanties d'actif et de passif

- Périmètre de la garantie : actif et passif, hors bilan
- Nature de la garantie : réduction du prix ou indemnité
- Incidence de l'audit et des déclarations du vendeur



- Rétération des garanties et période intercalaire
- Incidences fiscales
- Solidarité des cédants
- Transmissibilité de la garantie
- Sanctions en cas de déclarations inexactes
- Garanties d'exécution et le contentieux
- Exercice pratique : rédaction des clauses de garantie adaptées

Organiser les opérations particulières

Encadrer la cession de contrôle

- Engagements du cédant : promesse de porte-fort, clause de non-concurrence, clause de révision du prix et l'accompagnement
- Engagements du cessionnaire : clause « d'earn-out », décharge de garantie, maintien des dirigeants, crédit-vendeur, cession fractionnée des titres
- Protection des minoritaires
- Cas pratique : rédaction des clauses de garantie efficaces

Mettre en place le rachat par LBO

- Objectifs : effet de levier juridique, fiscal, et financier
- Création de la holding intermédiaire : SA, SAS, SCA ou société civile
- Modalités de la cession
- Financement du LBO et capitaux propres de la société cible
- Remboursement de la dette senior et mezzanine : échelonnement et niveau de garantie
- Fiscalité du LBO
- Quiz : points clés du LBO

Augmentation et réduction de capital : techniques juridiques et fiscales (2 jours)

Examiner la pertinence des diverses techniques d'augmentation de capital

Repérer les modes d'augmentation de capital

- Augmentation de capital par apports nouveaux : en numéraire ou en nature
- Augmentation de capital sans apport nouveau : incorporation de réserves, écart de réévaluation libre, conversion de créances ordinaires ou d'obligations

Déterminer les intérêts juridiques et fiscaux de l'augmentation de capital par apports nouveaux

- Augmentation de capital en numéraire : calcul de la prime d'émission, détermination de la valeur théorique du droit préférentiel de souscription (DPS), suppression du DPS, droits des salariés, responsabilité du CAC, libération par compensation et rôle du notaire ou du CAC
- Augmentation de capital par apports en nature : évaluation, rôle et responsabilité du commissaire aux apports

Evaluer la pertinence de l'augmentation de capital sans

apport nouveau

- Incorporation de réserves, primes, bénéfices (comparaison avec le paiement du dividende en actions)
- Réévaluation libre
- Conversion de créances ordinaires ou d'obligations
- Cas pratique : calculer la prime d'émission et déterminer la valeur du droit préférentiel de souscription
- Débat : quelle solution choisir entre augmentation de capital libérée par compensation ou par conversion de créances ?

Réagir en situation de perte de plus de la moitié des capitaux propres

Analyser la situation des sociétés en cas de perte de plus de la moitié des capitaux propres

- Procédure d'alerte
- Evaluation des mesures à prendre

Choisir une méthode adaptée de reconstitution des capitaux propres

- Reconstitution de l'actif par augmentation du capital, intérêt fiscal et risques juridiques des solutions d'incorporation de plus-values « latentes » (réévaluations libres) ou de comptes courants d'associés
- Apurement des pertes par la réduction du capital, réduction du capital à zéro, sort des anciens actionnaires ou associés et possibilité de les « exclure »
- Cas pratique : quelles solutions à proposer en cas de capitaux propres inférieurs au capital social ? pour quel coût fiscal ?

Analyser les aspects juridiques et fiscaux des réductions de capital

Réagir en présence de pertes pour appliquer les techniques de réduction de capital

- Absence de distribution
- Absence de contrainte

Se positionner en l'absence de pertes pour appliquer les techniques de réduction de capital

- Réduction du capital égalitaire ou inégalitaire, conséquences juridiques et fiscales de la « distribution »
 - Régime des rachats de titres à l'aune du PFU ou "flat tax" et jurisprudence récente
 - Cas pratique : coût fiscal du rachat de titres en vue de leur annulation
- Fusion-acquisition (M&A) : techniques juridiques et fiscales (2 jours)

Choisir l'opération de restructuration adéquate

Distinguer la concentration ou la déconcentration : le choix stratégique

- Conséquences de la fusion : gestion des ressources humaines, franchissement de seuils...
- Filialisation, scission et apport partiel d'actif
- Débat : critères de choix des opérations de restructuration

Opter pour l'opération adaptée à l'entreprise

- Fusion
- Dissolution par confusion (TUP)
- Cas pratique : fusion simplifiée ou TUP, quelle solution choisir ?

Analyser les régime juridique des fusions, scissions et APA

Cerner les points essentiels des fusions, scissions et apports partiels d'actifs (APA)

- Phase préparatoire et analyse stratégique de la fusion ou de l'apport
- Choix du sens de la fusion et ses conséquences juridiques et fiscales
- Projet de fusion, scission ou apport
- Décision des associés et réalisation de l'opération
- Cas de nullité : l'abus de majorité
- Cas pratique : distinguer les opérations de fusion, scission et APA
- Etude de cas : critères de l'abus de majorité au regard de la jurisprudence récente

Identifier les effets de l'opération notamment sur les organes sociaux et les contrats en cours

- Date d'effet de l'opération.
- Effets de la restructuration sur les organes sociaux, créanciers sociaux, associés, cautions et contrats en cours (sort des contrats conclus intuitu personae)
- Etude de cas : quel est le sort des contrats intuitu personae conclus par la société absorbée ?
- Quiz de synthèse : les opérations de fusion, scission et APA

Caractériser les incidences fiscales des opérations de restructuration

Analyser le régime fiscal des opérations de fusion

- Traitement comptable : règles fixées par le CRC
- Modalités de transcription des apports
- Rémunération des apports
- Choix du sens et du mode de la fusion
- Régime de droit commun ou régime de faveur
- Incidence fiscale de la fusion et sort des déficits
- Boni et mali de fusion
- Débat : questions spécifiques dans le cadre d'une intégration fiscale



Cerner l'utilité de l'apport partiel d'actif du point de vue fiscal

- Aspects comptables et difficultés associées
- Conditions du régime de faveur
- Notion de branche complète d'activité et d'éléments assimilés
- Pratique des agréments
- Difficultés liées aux déficits
- Cas des sociétés intégrées : choix entre régime de faveur et régime d'intégration fiscale
- Apport d'une branche complète d'activité
- Etude de cas : questions suscitées en jurisprudence

Identifier les conséquences pratiques en matière d'IS, de TVA et de droits d'enregistrement

- Conséquences fiscales de la scission
 - Conditions du régime de faveur
 - Quiz : fiscalité des opérations de restructuration
 - Débat : repérer les applications pratiques
- Groupes de sociétés : techniques juridiques et fiscales (2 jours)

Démontrer l'utilité de l'organisation en groupe de sociétés

Déterminer l'intérêt de constituer un groupe

- Choix stratégique : fusionner ou prendre des participations
- Avantages économiques, juridiques et fiscaux de l'organisation en groupe
- Etude de cas : quelle est l'utilité d'un holding de rachat - LBO, OBO et LMBO ?

Définir l'organisation du groupe

- Prise de participation dans les sociétés existantes
- Créations de filiales ou de holdings ex nihilo ou à partir de structures existantes
- Etude de cas : la création d'un holding « par le haut » ou « par le bas »

Expliquer le fonctionnement du groupe

- Principe de «normalité juridique» : la conformité à l'intérêt social
- Principe de «normalité fiscale» et acte anormal de gestion
- Etude de cas : comment justifier - contractuellement - le soutien financier d'une filiale ?

Optimiser le choix du régime fiscal

Recourir à l'imposition hors intégration

- Régime «mère-fille» : intérêt de l'option
- Transferts de résultats : l'abandon de créance, le recours aux sociétés de personnes, la facturation intra-groupe, la consolidation «naturelle» et «sauvage»

- Débat : spécificités de l'imposition hors intégration

Opter pour l'intégration fiscale

- Composition du groupe intégré
- Détermination et imposition du résultat d'ensemble
- Importance de la convention d'intégration
- Débat : choisir l'intégration fiscale

Utiliser le régime fiscal du groupe

- Achat de titres
- Création d'un holding de rachat
- Débat: opter pour l'opération pertinente au contexte donné et coût fiscal

Identifier les risques juridiques, sociaux et fiscaux

Anticiper les conséquences en droit individuel et collectif du travail dans les groupes de sociétés

- Collectivité des salariés : notion d'Unité Économique et Sociale (UES)
- Dirigeants : salarié d'une société par ailleurs mandataire d'une autre, etc.
- Débat : pièges à éviter en droit social dans le cadre d'un groupe de sociétés

Prévenir les responsabilités encourues

- Responsabilités contractuelle
- Responsabilité financière
- Responsabilité pénale
- Quiz : responsabilités encourues

Limiter les risques juridiques et fiscaux des conventions intragroupe

- Ventes et prestations entre sociétés d'un même groupe
- Convention intragroupe et procédure de contrôle des conventions
- Cas particuliers des «remboursements de frais» et des frais d'état-major et autres conventions de «management fees»
- Cas pratique : déceler les risques d'une convention intragroupe

Organiser la gestion financière et fiscale du groupe

Optimiser le financement du groupe

- Loi bancaire et gestion centralisée de trésorerie : comment l'organiser de manière optimale ?
- Cautions et lettres d'intention
- Abandons de créances et autres méthodes de financement intragroupe à l'aune des nouvelles règles fiscales
- Etude de cas : choisir entre l'abandon de créance et la recapitalisation d'une filiale

Choisir la forme juridique adéquate de la société holding

- Holding pure ou impure : les enjeux et les risques
- Holding animatrice de groupe
- Holding SAS et/ou pacte d'actionnaires ?
- Cas pratique : à partir d'une situation de fait et d'un cahier des charges donné, choisir la forme juridique optimale pour la holding
- Quiz de synthèse : les groupes de sociétés

Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources, auto-évaluer vos compétences acquises pendant votre formation et faciliter la mise en œuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel.

A noter

... _____

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.

Prochaines sessions

...

A DISTANCE, PARIS

- 7 Oct. au 18 Déc. 2026

